



Le Projet de loi 269 : Loi visant à mettre en œuvre les mesures budgétaires

**Mémoire du SCFP-Ontario déposé auprès du Comité permanent
des finances et des affaires économiques**

Le 13 avril 2021

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de présenter notre point de vue sur le Projet de loi 269 et sur le budget printanier déposé par votre gouvernement, intitulé « *Le plan d'action de l'Ontario : protéger la santé de la population et notre économie* ». Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) Ontario est le plus grand syndicat de la province avec plus de 280 000 membres. Nos membres travaillent dans les secteurs des soins de santé, des municipalités, des conseils scolaires, des services sociaux et de l'éducation postsecondaire. Ils fournissent les services de première ligne qui contribuent à faire de l'Ontario un endroit où il fait bon vivre.

Les membres du SCFP sont en première ligne lorsqu'il s'agit de contribuer à protéger les Ontariens de la pandémie, et ce à tous les jours. Nous sommes dans les salles d'urgence et les unités de soins intensifs de vos hôpitaux. Nous sommes les PSSP dans les foyers de soins de longue durée et les maisons de retraite. Nous sommes les ambulanciers paramédicaux qui vous amènent à l'hôpital en toute sécurité lorsque vous ne pouvez pas vous y rendre vous-même. Les membres du SCFP travaillent dans le domaine de la santé publique, des tests de dépistage et du traçage des contacts. Plusieurs d'entre eux sont en première ligne pour soutenir les Ontariens. Nous sommes les travailleurs dans les refuges pour sans-abri. Nous sommes les travailleurs en garderie qui soutiennent les parents et qui œuvrent dans le secteur des services essentiels. Nous sommes dans les classes pour contribuer à l'apprentissage de nos enfants. Nous sommes les préposés aux services essentiels qui répondent à l'appel pour que nos communautés continuent à fonctionner, à savoir les éboueurs, les conducteurs de chasse-neige, les spécialistes de l'eau potable, les travailleurs du transport en commun et les électriciens de réseau électrique.

Une fois de plus, nous sommes au cœur d'une vague dévastatrice de COVID-19. Une fois de plus, le nombre de cas quotidiens et hebdomadaires de la maladie bat des records. Nos unités de soins intensifs débordent et le nombre quotidien de décès ne cesse d'augmenter. Il y a un hôpital de campagne aux portes de Sunnybrook. Les Ontariens ne peuvent pas subir les chirurgies dont ils ont besoin parce que notre système hospitalier manque désespérément de places et de ressources. Les écoles sont fermées parce que les conseils scolaires ne disposent pas des ressources nécessaires pour les garder ouvertes en toute sécurité. Des centaines de milliers de parents font triple fonction comme soignants, travailleurs et enseignants suppléants. D'énormes éclosions se propagent dans les usines de fabrication et les entrepôts où les travailleurs marginalisés et précaires ont peu de droits sur le lieu de travail et n'ont pas accès aux congés de maladie payés. Les quartiers qui comptent un nombre disproportionné de travailleurs essentiels et de logements surpeuplés sont devenus des points chauds qui favorisent la propagation de ce virus dans toute la province.

Le fait est que personne n'est en sécurité à moins que tout le monde ne le soit. Malheureusement, votre gouvernement ignore les individus les plus à risque, au péril de nous tous.

Dans le cadre de multiples soumissions pré-budgétaires et post-budgétaires, le SCFP-Ontario a recommandé à votre gouvernement d'envisager un changement d'orientation. Nous vous avons demandé de renforcer, plutôt que de réduire, les services publics qui font le gros du travail pendant cette pandémie. Nous vous avons prié de vous attaquer aux inégalités qui font que les taux de transmission de la COVID-19 sont plus élevés dans les communautés à faible revenu et racisées. Nous vous avons enjoint de repousser un programme basé sur l'austérité et sur les compressions dans les services publics et de soutenir avec enthousiasme ces dits services qui veillent au bon fonctionnement de nos communautés. Après trois budgets/déclarations économiques successifs, vous n'avez toujours pas suivi ce conseil et vous n'avez donc pas pu contrôler cette pandémie.

En outre, le plan de votre gouvernement pour mener à bien une relance après la pandémie est lamentable. Nos voisins du Sud ont déposé un budget de relance qui fait plus pour renforcer les services publics et assurer un soutien immédiat que n'importe lequel de vos budgets. Le temps est venu de reconnaître que le gouvernement de l'Ontario doit pourvoir aux besoins des femmes, des travailleurs précaires et de nos collectivités pour favoriser une reprise économique robuste. Le temps est venu de reconnaître que nous devons nous attaquer aux inégalités sociales et économiques qui ont été exposées et exacerbées par la pandémie afin d'augmenter les revenus et de veiller à ce qu'aucun Ontarien ne soit laissé pour compte.

Votre budget reprend plutôt les mêmes récits éculés qui n'ont pas réussi à assurer la sécurité des personnes, à protéger les emplois ou à renforcer nos communautés.

Vous trouverez ci-dessous notre réaction à votre budget et nos recommandations.

La prise en charge des programmes publics est réduite alors même que nos communautés ont besoin d'un plus grand soutien.

La pandémie a mis en évidence de façon frappante à quel point notre santé et notre bien-être dépendent de nos programmes publics. Des années de compressions budgétaires de la part de votre gouvernement et des gouvernements précédents ont poussé les services publics de l'Ontario au point de rupture. Il faut consacrer plus de fonds aux enveloppes des programmes de base de ces précieux services, maintenant et à l'avenir. Les réductions de financement prévues aux budgets précédents doivent être inversées et votre gouvernement doit, **au minimum**, augmenter les dépenses en fonction de l'inflation et de la croissance démographique. Après des années de sous-financement, des fonds supplémentaires sont nécessaires pour stabiliser ces services publics essentiels.

Votre budget claironne à tort que les dépenses au titre des programmes de base augmenteront en moyenne de 3,0 % par année de 2019-2020 à 2023-2024.

En réalité, ce chiffre comprend de nombreuses réductions d'impôts et l'accord de subventions aux entreprises dans la catégorie « autres programmes », ce qui fausse les dépenses moyennes à la hausse. Si l'on retire ces « autres programmes » du calcul total, les services publics sous forme de santé, d'éducation, d'enseignement postsecondaire, de services sociaux, de services à l'enfance et de justice ne se voient accordés que des augmentations minimales bien inférieures à l'inflation et à la croissance démographique. Deuxièmement, votre gouvernement a procédé à d'énormes réductions nettes des dépenses au titre des programmes dans le budget 2019-2020. Se cachant derrière des changements comptables, le dégrèvement de ces précieux programmes a réduit les budgets globaux d'un à onze pour cent par rapport à l'année précédente. Si nous devons examiner les augmentations annuelles allouées à ces programmes depuis 2018-2019, seules l'éducation (moins de 0,9 % par an) et la santé (un peu plus de 2,0 % par an) représenteraient des augmentations nettes. Les « augmentations » annoncées maintenant ne compensent pas les coupes mises en œuvre précédemment.

Augmentations du financement (réductions de 2018 à 2024)

	2018-2019 (milliards de dollars)	Prévision 2023-2024 (milliards de dollars)	Augmentation totale en pourcentage	Augmentation annuelle en pourcentage
Santé	64,2	72	12,15 %	2,43 %
Écoles	30,1	31,5	4,65 %	0,93 %
EPS	12	11,2	-6,67 %	-1,33 %
Services à l'enfance et services sociaux	18,7	18,1	-3,21 %	-0,64 %
Justice	5	4,7	-6,00 %	-1,20 %

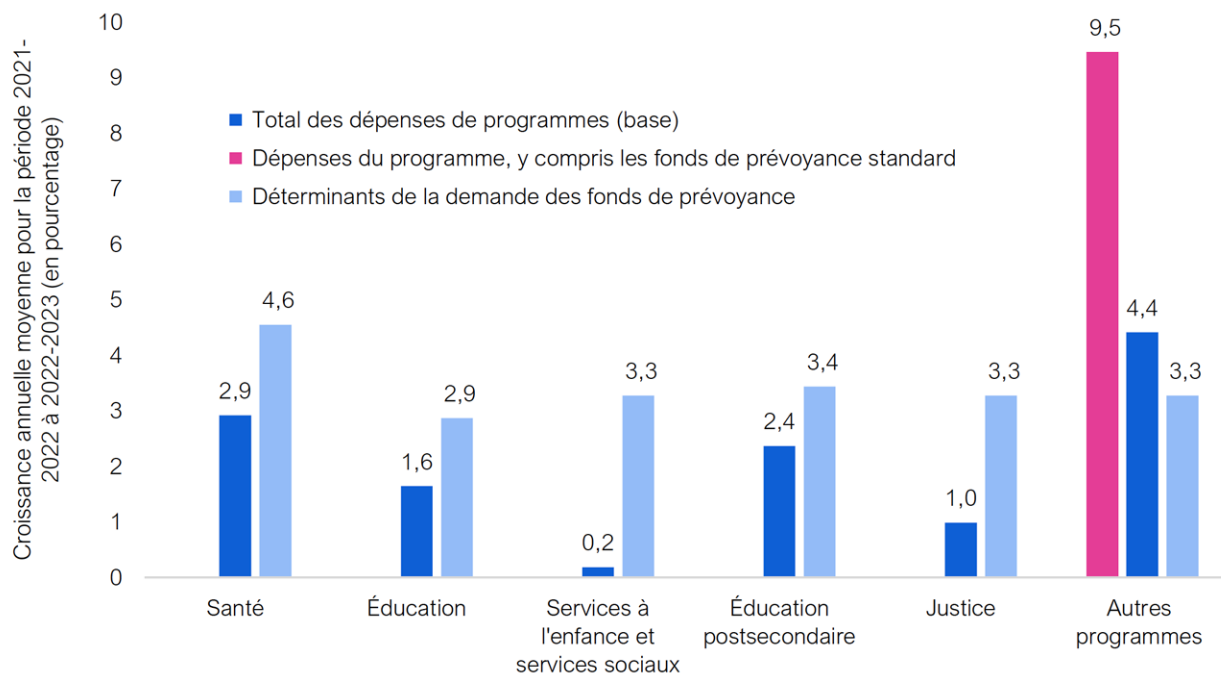
L'éducation postsecondaire, un élément essentiel de notre reprise économique, subira une réduction nette de plus de **six pour cent** ! L'Université Laurentienne, l'une des rares universités accessibles aux habitants du Nord de l'Ontario, a déposé une demande de protection contre ses créanciers, éliminé d'importants départements et mis à pied des centaines d'employés. Plusieurs autres petites universités sont dans une posture financière tout aussi désastreuse. Le financement de base de cette année est identique à celui de l'an dernier et les universités et collèges n'ont reçu presque aucun fonds d'atténuation pour la COVID-19.

En outre, les programmes de services sociaux et de services à l'enfance ont subi une réduction nette de plus de trois pour cent. Ces programmes sont essentiels à notre lutte contre la pandémie. Ils sont en première ligne pour le déploiement des vaccins dans les communautés marginalisées et ils seront appelés à réparer les dommages sociétaux causés par cette pandémie pour les années à venir. Ils ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin pour soutenir les Ontariens.

En effet, le Bureau de la responsabilité financière estime que la prise en charge de ces programmes essentiels continue de se situer bien en-deçà des facteurs de demande (inflation et population).



Figure 4-4 : La croissance des dépenses de programmes de base dans les secteurs clés ne suivra pas le rythme des déterminants de la demande*



Remarque : Les taux de croissance annuelle moyenne sur la période 2021-2022 et 2022-2023 dans différents secteurs font référence aux dépenses de programmes de base et n'incluent pas les dépenses liées à la COVID-19.
 * Les déterminants de la demande reflètent les facteurs tels que la croissance de la population, le vieillissement et l'inflation des prix à la consommation.
 Source : Budget de l'Ontario 2020 et BRF.

Le SCFP-Ontario vous recommande de reconsidérer les niveaux de financement proposés et d'augmenter de manière significative le financement de base de la santé, de l'éducation, des services sociaux, des services à l'enfance, de l'EPS et de la justice.

Ce budget ne prévoit pas les fonds nécessaires en cas de pandémie pour permettre aux programmes de fonctionner de manière sûre et efficace ou de se rétablir une fois la pandémie terminée.

Votre budget prévoit une baisse substantielle du financement en cas de pandémie, qui passera d'environ 20 milliards de dollars en 2020/2021 à 6,7 milliards de dollars en 2021/2022.

Cette forte baisse est trop optimiste, car les besoins demeurent importants. Bien que des vaccins soient désormais disponibles, il faudra un certain temps avant que l'ensemble de la population soit vaccinée. Les variantes se propagent rapidement et sont plus dangereuses que le virus original COVID-19. Nos soins de santé sont à bout de souffle. Les retards dans les chirurgies sont dangereusement élevés. L'impact de la pandémie sur la perte de revenus des services publics sera ressenti pendant la majeure partie, sinon la totalité, de 2021-2022 et une bonne partie de 2022-2023. De plus, les écoles et les garderies ont besoin de soutiens supplémentaires pour rester ouvertes et pour permettre aux femmes de réintégrer le marché du travail.

La prise en charge des retards dans les chirurgies est inférieure à la moitié de ce qui est et sera nécessaire.

L'annonce par le gouvernement d'environ 300 millions de dollars visant à s'attaquer aux retards dans les chirurgies ne permettra pas d'éliminer la liste d'attente de sitôt. Si l'Ontario devait imiter la stratégie ponctuée de succès de la Colombie-Britannique pour réduire la liste d'attente en chirurgie causée par la COVID-19, il faudrait investir environ 725 millions de dollars, compte tenu de notre plus grande population. Comme nous l'avons affirmé dans notre soumission pré-budgétaire, ce n'est pas parce qu'elles sont « électives » que ces chirurgies sont sans importance. Le retard des chirurgies électives peut entraîner des déficiences permanentes. Les Ontariens ont besoin de ces interventions et nos hôpitaux ont besoin de ressources.

Le budget ne compense pas les programmes publics pour les pertes importantes de revenus ou les dépenses plus élevées.

Les municipalités, les universités et les garderies se heurtent à des pertes de revenus dévastatrices. Les municipalités ont subi d'importantes pertes de revenus en raison de l'annulation des programmes de loisirs, de camps de jour et de la location de patinoires et de centres communautaires. Les universités et collèges publics ont vu leurs frais de scolarité diminuer considérablement en raison de la baisse des inscriptions d'étudiants internationaux. Les garderies, dont les marges sont très minces, ont été particulièrement touchées par la pandémie. Plus de 170 garderies ontariennes ont fermé leurs portes depuis le début de la pandémie et beaucoup d'autres sont sur la corde raide.

Il est important de noter que les écoles avaient été autorisées à puiser dans les réserves pour tenter d'atténuer les pires conséquences de la pandémie. Mais, ces réserves ne seront pas reconstituées. Les conseils scolaires devront donc puiser dans les budgets opérationnels pour régler des charges telles que les réparations, les indemnités de départ et d'autres obligations.

Ces services publics sont essentiels à la lutte contre la pandémie et à notre reprise économique par la suite. Pour qu'ils fonctionnent avec succès, il faudra leur allouer des fonds supplémentaires.

Quatre cents dollars versés aux parents d'élèves seraient mieux utilisés pour garder les écoles ouvertes et sûres.

Bien que la subvention de 400 \$ par élève du primaire et du secondaire (500 \$ pour les enfants ayant des besoins particuliers) soit probablement bien accueillie des parents pour défrayer une partie des coûts de l'enseignement à domicile pendant la pandémie, le gouvernement aurait mieux fait de consacrer l'argent versé en subventions individuelles aux priorités réelles des parents, à savoir garder les écoles ouvertes et sécuritaires. Le SCFP a de nombreuses suggestions sur la façon dont cela pourrait être fait, comme nous l'avons souligné dans des soumissions budgétaires précédentes. Ironiquement, le coût associé au maintien des enfants à l'école aurait probablement été identique ou même moins élevé que le 1,8 milliard de dollars qu'il en a coûté pour remettre aux parents un chèque de 400 \$ par enfant.

Dans la quasi-totalité des cas, 400 ou 500 dollars ne suffiront pas à payer un mois de garderie après l'école ou une semaine d'inscription à un camp de jour. Mais, cela importe peu, car le gouvernement s'entête à ne pas garantir l'administration sûre de ces services.

L'école est essentielle à la santé, à la croissance et au développement des enfants. La mauvaise gestion par le gouvernement de la réouverture des écoles en septembre et l'incertitude permanente qui prévaut dans le secteur de l'éducation en ce qui concerne l'ouverture et la fermeture des écoles ainsi que les mesures de santé et de sécurité nuisent aux élèves, au personnel et aux parents. Contrairement à une aumône directe, investir 1,8 milliard de dollars dans notre système d'éducation aurait profité aux enfants ontariens pour les années à venir.

Ce budget ne remettra pas les femmes au travail.

Comme votre budget le souligne à juste titre, les travailleuses ont été affectées de manière disproportionnée et négative par la pandémie. Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés par les arrêts économiques et elles ont donc été plus susceptibles de perdre leur emploi à cause de la COVID-19. En outre, des milliers de femmes ont été contraintes de quitter leur emploi en raison de la fermeture des écoles et des garderies. À un moment donné, la participation des femmes au marché du travail (à la grandeur du Canada) a chuté de plus de 75 % à 68,5 %, un taux jamais vu en quarante ans¹.

¹ Scott, Katherine 'Women's Work and COVID19: Priorities for supporting women and the economy', Centre canadien de politiques alternatives, le 8 mars 2021.

Point n'est besoin d'une autre étude sur la participation des femmes au marché du travail pour savoir ce qu'il faut faire. Notre reprise économique exige que les femmes disposent du soutien dont elles ont besoin pour réintégrer le marché du travail.

Votre budget a raison de supposer qu'un élément essentiel de la réintégration des femmes sur le marché du travail est de combler leurs besoins en matière de garde d'enfants. Malheureusement, un crédit d'impôt supplémentaire ponctuel de 250 \$ pour la garde d'enfants est loin d'être satisfaisant.

Le crédit d'impôt ne représente qu'une infime partie du coût réel des services de garde. De plus, il sera inutile si les femmes ne peuvent pas trouver d'endroits sûrs et abordables pour laisser leurs enfants pendant qu'elles travaillent.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les garderies ont été durement touchées par la pandémie et beaucoup d'entre elles ont fermé leurs portes. Si votre gouvernement s'engageait dans une stratégie en matière de garde d'enfants accessible et abordable, cela aurait le double résultat de créer des emplois occupés principalement par des femmes et de mettre à disposition des places pour que d'autres femmes puissent laisser leurs enfants en toute sécurité pendant qu'elles travaillent. Les crédits d'impôt ne fonctionneront pas. Nous avons besoin d'un véritable financement pour soutenir et créer des services de garde d'enfant publics, abordables et accessibles.

Les écoles et les garderies doivent ouvrir, rester ouvertes **et** être sûres pour les enfants. Les subventions individuelles ne servent pas ces objectifs essentiels.

Le budget n'établit pas les conditions pour créer de bons emplois.

Un deuxième volet sera la création d'emplois bien rémunérés. L'expansion du secteur public pour répondre aux besoins de notre communauté y contribuera. Il en va de même en ce qui concerne les réformes sensées du droit du travail. Les conditions de travail se sont détériorées sous l'égide de ce gouvernement. Le salaire minimum doit être immédiatement porté à 20 dollars l'heure et le gouvernement doit légiférer un minimum de dix jours de congé de maladie payé pour tous les travailleurs.

Le gouvernement refuse également de lever son incursion anticonstitutionnelle sur la libre négociation collective (Projet de loi 124) et maintient son emprise sur les travailleurs et leurs syndicats, les assujettissant à des pertes économiques réelles alors que les augmentations de salaires et d'avantages sociaux perdent du terrain par rapport à l'inflation. De plus, vous avez insisté pour conserver le Projet de loi 195 et les décrets d'urgence qui annulent les conventions collectives, même s'il n'y a aucune preuve que le fait de priver les travailleurs de l'accès à leurs pleins droits est de quelque façon utile pour combattre la pandémie.

La pandémie a mis en lumière l'application inadéquate des règles en matière de santé et de sécurité au travail et l'absence de ressources pour inspecter les lieux de travail. Et pourtant, ce budget ne prend aucun engagement concernant l'augmentation du nombre d'inspections ou le renforcement de l'application des règles. Des fonds sont alloués à la formation. Mais, les inspecteurs en place sont déjà formés. Il faut renflouer leurs rangs. Ils nécessitent plus de ressources et les travailleurs ont besoin de normes plus strictes qui soient véritablement appliquées.

Échouant encore une fois à assurer la sécurité des travailleurs, ce budget ignore les recommandations du groupe de travail du gouvernement sur les questions d'assurance et de sécurité au travail, qui comprennent une expansion majeure de la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail* pour couvrir les secteurs d'emploi qui sont exclus, en particulier les travailleurs des secteurs des soins de longue durée et des services de développement. Le budget ne prévoit pas d'argent pour mettre en œuvre ces recommandations et il semble donc qu'il ne protégera pas les travailleurs qui ont été parmi les héros de première ligne les plus essentiels de la pandémie.

Enfin, les travailleurs ontariens veulent un emploi stable, permanent et, dans la plupart des cas, à temps plein qui leur offre les protections issues des normes d'emploi provinciales et fédérales. Au lieu de cela, la tendance en Ontario est à la diminution de ces emplois et à l'augmentation d'emplois occasionnels, à temps partiel, contractuels et précaires. Pour renverser ces tendances, il faut des normes réelles, un resserrement des lois du travail et des règlements exécutoires qui couvrent les travailleurs dans une économie reposant de plus en plus sur le travail précaire. Le budget et les priorités du gouvernement n'offrent rien de tout cela.

Le gouvernement de l'Ontario a essentiellement ignoré le racisme et la crise de santé publique qui y est associée.

L'année qui vient de s'écouler a, peut-être comme aucune autre période de l'histoire de notre province, mis à nu la crise de santé publique que représentent les manifestations de racisme anti-Noir et anti-Autochtone, ainsi que d'autres formes de racisme à l'égard des personnes de couleur.

Nous avons été témoins dans les termes les plus crus des conséquences mortelles de la discrimination raciale alors que les personnes de couleur tombent malades et meurent en nombre considérablement plus élevé par habitant que les Ontariens blancs.

Cette disparité est intolérable dans une société démocratique attachée aux droits de la personne et elle ne se corrigera pas d'elle-même, pas plus qu'elle ne sera corrigée par des demi-mesures.

Les 1,6 million de dollars alloués à la lutte contre le racisme sont scandaleusement insuffisants. Aucun programme provincial sérieux d'équité ne peut être mené avec ce montant et il est révélateur que le gouvernement ne fournisse aucun détail sur ce qu'il fera réellement avec 1,6 million de dollars, car il est certain que ce ne serait pas grand-chose.

En outre, deux des principales causes structurelles des disparités en matière de santé selon la race sont la surreprésentation des personnes racisées dans les logements surpeuplés et mal entretenus, ainsi que dans les emplois mal rémunérés, qu'elles ont trop souvent du mal à occuper parce qu'elles n'ont pas accès à des services de garde d'enfants abordables.

Ce budget ne prévoit aucun investissement neuf dans le logement. Les nouvelles places en garderie promises en 2019 ne se sont toujours pas matérialisées. Nous avons déjà noté ci-dessus les échecs de ce budget à créer des emplois décents, à augmenter les salaires et à renforcer les normes de travail pour ceux qui occupent des emplois peu rémunérés.

Ces échecs affectent tous les Ontariens. Mais, il est évident qu'ils toucheront les personnes racisées dans de plus grandes proportions et avec plus de gravité. Sans plan et avec peu de ressources pour atténuer ces dommages, le budget exacerbe encore plus le racisme et les disparités raciales en Ontario au lieu de chercher à y remédier.

Le budget poursuit l'énorme transfert de richesse des contribuables individuels vers des sociétés déjà riches alors que c'est l'inverse qui devrait se produire.

Une fois de plus, votre budget n'a pas tenu compte de l'aspect recettes de l'équation comme outil de redressement postpandémique. Des hausses d'impôts sur les entreprises rentables et sur les particuliers les plus riches généreraient des milliards de dollars de revenus qui pourraient servir à arrêter la propagation de la COVID-19 et à atténuer les pertes des individus et des entreprises les plus durement touchés par la pandémie. Nous vous renvoyons au mémoire pré-budgétaire du SFCP-Ontario, dans lequel nous vous proposons de chercher à augmenter les recettes par des mesures telles que la hausse du taux d'imposition des revenus des sociétés et un impôt supplémentaire sur la fortune pour les 1,0 % des plus hauts salariés ontariens. Au lieu de cela, votre refus obstiné et constant de même considérer l'aspect recettes du budget causera un préjudice durable au bien-être économique de l'Ontario.

Au cours des dernières années, votre gouvernement a proposé des réductions d'impôts et l'octroi de subventions permanentes d'une valeur de plus de 6,6 milliards de dollars par an. Ces programmes constants ne sont pas nécessairement destinés aux entreprises qui sont en difficulté en raison de la pandémie. L'aide temporaire aux entreprises touchées par la pandémie ajoute près de quatre milliards de dollars à ce montant.

Les entreprises ne sont pas tenues de créer de nouveaux emplois pour bénéficier de cette manne fiscale. Même celles qui n'ont pas connu de ralentissement économique et/ou qui se sont complètement remises sur pied pourront bénéficier de la plupart de ces subventions et allègements fiscaux permanents. Alors que nos services publics, qui créent des milliers d'emplois et qui soutiennent des milliers d'emplois connexes, manquent de fonds, les plus importantes augmentations de dépenses prévues à votre budget servent à subventionner les entreprises.

Ce budget ne relancera pas l'économie.

À un moment où une action gouvernementale est désespérément nécessaire, votre budget est très passif et ne contient presque aucune nouvelle idée ou innovation. Il n'y a pas grand-chose dans le budget qui vise directement les Ontariens qui ont été le plus touchés par la pandémie. Il n'y a aucune possibilité de création directe d'emplois. À part les réductions d'impôt et les subventions aux entreprises, la principale dépense de ce budget en faveur de la reprise économique est un crédit d'impôt pour la formation professionnelle de 260 millions de dollars. Ce montant, qui est bien inférieur à ce qui est nécessaire pour la relance après la pandémie, ne profitera probablement pas non plus à ceux qui ont été le plus touchés par la pandémie. Ces personnes n'ont pas l'argent nécessaire pour investir d'emblée dans des frais de scolarité ou de formation afin de bénéficier du crédit d'impôt l'année prochaine. Les femmes ne pourront pas reprendre leurs études pour se recycler tant que les écoles seront fermées et que les places en garderie sont rares. En effet, ce maigre fonds sera probablement utilisé par ceux qui disposent de ressources, laissant ceux qui sont démunis encore plus loin derrière. Les crédits d'impôt ne sont pas des programmes et, souvent, les personnes qui en ont le plus besoin n'y ont pas accès.

Partout dans le monde, les gouvernements mettent au point des plans de relance économique ambitieux qui suscitent la réflexion. Plusieurs économistes estiment que nous devons donner un coup de fouet à l'économie en nous attaquant directement aux disparités de revenus qui existaient avant la pandémie, mais qui se sont aggravées au cours de l'année écoulée. L'augmentation des impôts sur les riches et la reconstitution d'un service public étendu constituent une partie importante de la solution. Le gouvernement conservateur du Royaume-Uni a fait passer l'impôt sur les sociétés de 19 % à 25 %. Les États-Unis ont également proposé de fortes hausses de l'impôt sur les sociétés et sur la fortune et ont mis en place un plan ambitieux pour renforcer les services publics et s'attaquer aux inégalités sociétales. Malheureusement, votre budget prépare le terrain pour une reprise économique terne qui fera que l'Ontario sera un pas derrière d'autres juridictions plus avant-gardistes.

Une fonction publique saine et bien financée crée de bons emplois. Elle crée une société fonctionnelle avec des soutiens pour les Ontariens lorsqu'ils sont confrontés à l'adversité. Elle favorise l'innovation et la créativité parce que les gens ne craignent pas de prendre des risques.

Encore une fois, nous vous demandons instamment de changer d'orientation et d'investir dans les services publics de l'Ontario qui nous permettront vraiment de mieux nous reconstruire.

:kd/COPE491